

L'État cherche de l'argent ? Ca tombe bien les français aussi !

« C'est une tradition qui remonte à 1892. Chaque 22 décembre nos voisins espagnols espèrent tous décrocher le gros lot. une somme folle , 2,7 milliards d'euros , un véritable phénomène social qui réunit familles, amis , collègues de travail. On peut acheter plusieurs tickets pour multiplier ses chances ou les offrir comme cadeaux de Noël à des membres de sa famille ou à des amis Ensuite, l'angoisse monte avant un mythique tirage au sort pendant lequel les numéros gagnants sont annoncés en chantant par des enfants d'une école de Madrid. Le tout est retransmis à la télévision et les résultats font la une de tous les journaux du pays. Au final, ça donne plein de gagnants et au lieu de tous courir après une seule personne qui a touché le gros lot, en Espagne on préfère fêter l'évènement tous ensemble. » (extrait de l'article El Gordo, la loterie à 2,7 milliards d'euros qui rend fous les espagnols ! (23 décembre 2024 Ludovic Vilain, Latina .fr) voir annexe 1 l'intégralité)

Grand emprunt national, livret d'épargne industrie, méga-loterie comme il en existe en Espagne (El Gordo) et aux États-Unis (Power Ball***). Ces solutions qui ont toutes déjà fait leur preuve historiquement, permettraient au gouvernement de solliciter volontairement *le bas de laine* des français (Livret A, LEP, LDDS assurance vie... totalisent 6000 Milliards !!) (1) sans les violenter fiscalement. Avec un rendement « honnête » (les Français ne demandent pas la lune !), un capital garanti, des millions d'épargnants prêteraient spontanément une partie de ce magot digne de Crésus, pour résorber la Dette de la France (plus de 3000 milliards), équilibrer les comptes publics. En effet malgré les multiples hausses, taxes, nouveaux impôts,

le prochain budget de François BAYROU & d'Éric LOMBART comportera un « *trou béant* » de 139 milliards (2), sans parler du « trou » de la sécu de 22 milliards.

De la même manière des millions de Français (joueurs et non joueurs) participeraient spontanément - et feraient même la queue comme en Espagne (3) - à une loterie annuelle exceptionnelle très fortement dotée. En 2024, le jackpot du Power Ball se montait à 1,33 milliards de \$ (4) le gros lot de la loterie de Noël espagnole à 2,7 milliards d'euros (5). Les historiens ont montré - par exemple Élisabeth BELMAS - (6) qu'en France et en Europe nos gouvernants ont souvent actionné le puissant levier de *l'impôt ludique* (l'impôt volontaire par excellence) pour remplir la « *bougette* »(7) de l'État Royal et ensuite équilibrer le « *budget* »(7) de l'État Croupier Républicain... suite à de nombreux débats parlementaires. Voir dans notre article ci-dessous : 1 : l'histoire incroyable de La Dette des Gueules cassées, souscription nationale associée à une tombola qui rapporta des millions, pour aider les milliers de mutilés de la grande guerre ; 2 : celle de l'instauration en 1933 par le Parlement, de la Loterie Nationale, pour lutter contre les calamités agricoles et combler un déficit budgétaire important depuis 1931, conséquence de la crise économique mondiale de 1929

*****POWER BALL : TELEVISION : M6 diffusera prochainement une enquête de Bernard DE LA VILLARDIERE consacrée au phénomène sociale des super loto américains aux gains spectaculaires (Enquête exclusive : « Super loto, quand l'Amérique touche le jackpot », M6, 9 février 2025, 23H15)**

Prochain article à paraître : 2024 : une année de gambling bashing avec l'Autorité Nationale des Jeux (37 pages, 45 notes, 9 annexes)

**Jean-Pierre G. MARTIGNONI-HUTIN, Sociologue.
Centre Max Weber, ISH Lyon**

Février 2025

Résumé : L'État cherche de l'argent ? ça tombe bien les français aussi ! : Plutôt que d'emprunter aux investisseurs étrangers, aggravant chaque mois une dette publique déjà abyssale ; plutôt que d'imposer une *fiscalité punitive* qui pénalise les entreprises et la consommation des ménages, François BAYROU & Éric LOMBARD pourraient *solliciter l'argent des français de manière volontaire* à travers un Grand Emprunt, un Livret d'Épargne Industrie ou - de manière tout aussi volontaire - à travers une Loterie annuelle exceptionnelle au pactole faramineux. Comme le font les américains avec le Power Ball, (*jackpot de 1,33 milliard de \$ en 2024*) et les espagnols avec El Gordo, la loterie de Noël (*gros lot de 2,7 milliards d'euros en 2024*). Toutes ces solutions ont déjà fait leur preuve - *L'emprunt Balladur a séduit 1,4 million d'épargnants. L'État attendait 40 milliards de francs, il en a récolté 110!* - y compris *l'impôt ludique*, comme en témoigne l'histoire des loteries. De telles initiatives politiques auraient une forte acceptation sociale, déclencheraient un cercle vertueux, apporteraient beaucoup d'argent dans les caisses de Bercy, redonneraient *le moral aux Français*, relanceraient leur consommation et bénéficieraient à l'activité des entreprises. Dans le même temps, la manne récoltée permettrait de ne pas surtaxer les acteurs économiques, ce qui favoriserait *l'attractivité de la France* à l'étranger

Introduction

- Après l'amour, le sexe, le pouvoir, les croyances...l'argent (*synonyme de liberté, de bien être, de félicité malgré la maxime des nantis « l'argent de fait pas le bonheur », parfois curieusement partagée par ceux qui en ont moins dans une forme « d'objectivisation du pauvre »...*) reste sans doute la quête universelle transhistorique qui motive le plus l'homme et les sociétés. L'État n'échappe pas à cette obligation de remplir ses caisses pour équilibrer les comptes, combler la dette, préparer son budget. Pour ce faire, feu le gouvernement BARNIER, et désormais François BAYROU et son ministre de l'économie Éric LOMBART se sont tournés vers la solution *de facilité* (8) pour trouver de l'argent : augmenter impôts, taxes & prélèvements
- Peu importe les cibles et orientations politico idéologiques (*taper sur les riches, taper sur les retraités, taper faiblement sur tout le monde, taxer plus fortement tel produit ou service*) chacun reconnaît que cette *fiscalité punitive* sera mauvaise pour l'activité, mauvaise pour les entreprises. Avec le facteur psychologique important, d'être mauvaise pour *le moral des ménages*, dont la consommation est déjà en berne depuis de nombreux mois. Cette *fiscalité supplémentaire* est en outre nuisible à l'attractivité de la

France. Cette « furia fiscale » (9) pour boucler le PLF 2025 qui fait de nombreux mécontents, est en outre très anxiogène

- D'autres orientations pour remplir *de manière aimable* les caisses de Bercy (qui ressemble souvent au Tonneau Danaïdes) existent pourtant. Déjà utilisées par le passé ces solutions ont fait leur preuve, montré leur efficacité. Nous voudrions ici synthétiser ces propositions, au moment le gouvernement vient de faire passer dans la douleur le budget 2025, multipliant les prélèvements : *surtaxes sur les grandes entreprises, rachats d'actions ponctionnés, taxe sur les transactions financières relevée, crédit d'impôt recherche rabaissé, hauts revenus mis à contribution, frais de notaire relevés, TVA sur les chaudières à gaz augmentée, TVA sur les abonnements EDF (électricité, gaz) en hausse, il passe de 5,5% à 20% (une aberration écologique : votre facture va augmenter notamment si vous consommez peu !! c'est pas Versailles ici !), taxe relevée sur les billets d'avion pour toutes les destinations y compris la Corse et les DOM TOM.....(10) Et dans le cadre du projet de financement de la sécurité sociale, « fiscalité fortement alourdie pour les paris sportifs et le poker en ligne ». (11) Le taux de prélèvements sur le PBJ des paris sportifs passe de 10,6 à 15% ; celui sur le poker en ligne croit de 0,2% à 10%, alors que les opérateurs de jeux sur internet membres de l'association française des jeux en ligne (AFJEL) versent déjà 1,65 milliards d'euros aux comptes publics (12)*

Nous voudrions dans cette contribution être le modeste tambour, de ces orientations (voir ci-dessous) qui ont déjà fait leur preuve, seront populaires et dans le même temps redoreront le blason de la classe politique. Toutes ces mesures *positives*, aux antipodes d'une fiscalité *punitiv*e, séduiront les Français. En cherchant légitimement à améliorer leur propre situation financière, nos concitoyens joueurs....(et non joueurs) participeront massivement - *volontairement et librement* - à ces initiatives et contribueront fortement à remplir *les caisses de l'État* , tout en retrouvant le moral et la confiance en l'avenir, facteurs psychologiques déterminants pour relancer la consommation

- **1 = Faire participer les Français qui le souhaitent à un Grand Emprunt National** dont la finalité citoyenne sera de rembourser peu ou prou la dette de la France. Souvenons-nous de l'emprunt Balladur (6%, 1993,1997) Il a séduit 1,4 million d'épargnants. L'État en attendait 40 milliards de francs.... il en a récolté 110.

- **2 = Faire jouer davantage nos concitoyens qui le désirent** en lançant une loterie annuelle exceptionnelle avec un jack pot qui les fera rêver. Comme le font nos cousins américains avec le Power Ball dont le big Win se montait à 1,3 milliard de \$ en avril 2024 ; comme le font nos voisins espagnols avec « El Gordo » - la traditionnelle loterie de Noël ibérique créée en 1892 - dont le pactole fabuleux s'élevait à 2,6 milliards d'euros en décembre 2024. Renouant avec une tradition historique très ancienne, en France et en Europe, l'État pourrait pour remplir ses caisses, faire appel aux jeux d'argent plus qu'il ne le fait actuellement, sans hypocrisie et fausse pudeur, en l'affirmant au contraire haut et fort
- **3 : Faire épargner davantage les catégories sociales populaires et les classes moyennes en améliorant le taux du livret A**, au lieu de le baisser à 2,4% comme vient de le faire récemment le gouverneur de la Banque de France, qui avec sa modeste rémunération (voir la note 13 pour le détail de la rémunération du gouverneur de la Banque De France) semble pour le moins éloigné des préoccupations des Français. En 2023 nos concitoyens ont déposé la manne incroyable de 39,91 milliards sur le livret A. Un record. Pourquoi ? Car son taux avait augmenté d'un tout petit point passant de 2 à 3%. Résultat : « *le livret A n'a jamais autant rapporté aux français* ». Le 1^o janvier 2024, 15,2 milliards d'intérêts (plus du double qu'en 2022) sont tombés dans les poches de ces français économes, sérieux, prudents, prévoyants qui savent gérer leur budget mieux que l'État dispendieux. Le magot des encours pour les livrets A et LDDS se monte à 573,9 milliards. Au total avec les comptes courants, les français disposent d'un *bas de laine* conséquent qui pourrait alimenter une politique des jeux ambitieuse ou celle de grands emprunts nationaux.

- Sur ce registre d'une méga loterie annuelle (organisée et distribuée par tous les opérateurs et pas seulement la FDJ) n'écoutons pas la Présidente de l'Autorité Nationale des Jeux qui - sous la domination de la *doxa* du jeu pathologie maladie qui exploite le business du jeu compulsif - multiplie les décisions liberticides, néo prohibitionnistes & sanitaires sur l'économie ludique. Le jeu n'est pas une maladie. C'est une pratique sociale et culturelle ancestrale et pas seulement dans les milieux populaires.
- En relançant l'impôt ludique à travers une méga loterie, l'État ne ferait que renouer avec l'histoire. Les loteries importées d'Italie par Casanova ont fait rentrer de l'argent dans les caisses publiques.

Les révolutionnaires de 1789 ont transformé la Loterie royale en Loterie nationale. La manne ludique a ensuite aidé les Gueules Cassées de la Grande Guerre. Et en 1933 les parlementaires ont réintroduit la Loterie Nationale pour lutter contre les calamités agricoles. Dans toutes ces époques, le jeu n'était pas synonyme d'addiction mais de solidarité. Comme l'a précisé le professeur Pierre Tremblay (Université du Québec, Montréal), « *l'exploitation par les États des jeux de hasard est un phénomène universel dont la finalité originelle est humanitaire et vise le développement du bien commun.* »

- Citons deux exemples liés à cette riche histoire des loteries, qui ont souvent contribué à renflouer les caisses de l'État, à fournir des financements considérables pour des grandes causes nationales, des constructions (école militaire à Paris), des restaurations (comme le loto du Patrimoine actuellement) :

1 = La « Dette » : Après la grande guerre, il fallait beaucoup d'argent pour indemniser les victimes, réparer et réinsérer socialement les milliers de mutilés, aveugles, *gueules cassées*, ailes brisées.... La solidarité initiale (*spectacles, galas, tombolas, dons, notamment ceux d'une riche américaine H.A. STRONG dont le mari a été tué sur le front en 1914*) s'émoussant, l'idée d'une Souscription Nationale nommée La Dette - est lancée en 1930. Pour 5 F souscrit, le participant reçoit un billet de tombola gratuit. Le premier billet est remis solennellement à Gaston DOUMERGUE, Président de la République. Les lots à gagner impressionnent : dix avions, mille voitures automobiles, 2500 motocyclettes.... Les tirages se déroulent... dans le grand salon de la Banque de France. ! (*Voilà qui devrait donner des idées au gouverneur actuel de la Banque de France !!*). La Dette eut un très grand succès et connaitra plusieurs tirages jusqu'en février 1933. En deux ans, elle recueillit 39 millions

2 = 1933 naissance de la Loterie Nationale : Dans les années 30 suite à la crise de 29 les caisses de l'État Français manquent d'argent, le budget est gravement déficitaire (comme actuellement), les ministres des finances se succèdent (comme actuellement) mais un va inscrire dans la loi de finance du 31mai 1933, les conditions d'organisation d'une loterie . Le projet passe facilement la Chambre mais au Sénat (comme actuellement) les arguments traditionnels ressurgissent : « *décadence de la moralité* » « *procédés indignes de finances saines* ». Joseph CAILLAUX ,le président de la commission des finances, fait adopter néanmoins la proposition en soulignant son caractère exceptionnel. Le 7 novembre 1933, le premier tirage de la Loterie Nationale se déroule dans la salle du Trocadéro.... avec la musique de la Garde Républicaine ! Paul

BONHOUR coiffeur à Tarascon, empoche le premier gros lot : 5 millions et devient célèbre. Quinze jours après Monsieur RIBIERE marchand de charbon gagne la même somme. En 1934 un premier bilan est tiré. Le succès a été total. Du 20 septembre 1933 au 24 avril, 1934 dix tranches de la loterie ont été tirées, pour un montant de 2 milliard, entièrement placées

- Nous avons écrit depuis longtemps - par exemple dans un article et une tribune publié dans le quotidien économique Les Échos (14) que l'impôt ludique représentait :
 - un impôt démocratique, car indolore pour les non joueurs
 - un impôt volontairement cotisé
 - un impôt riche de possibles et d'espérance pour nos concitoyens et qui a donc des vertus existentielles et thérapeutiques insoupçonnées et pas seulement pour les seniors
 - un impôt qui apporte de la passion, du bonheur aux Français, notamment quand ils gagnent

Avec la fiscalité traditionnelle imposée, c'est tout le contraire, les Français ont le sentiment de perdre à tous les coups.
- Avec l'impôt ludique le joueur contribuable volontaire a la possibilité *d'améliorer l'ordinaire, de gagner de coquettes sommes et même de changer de vie*, de changer de condition sociale, de changer son destin et celui de ses enfants, de sa famille, s'il décroche un pactole à la FDJ, un jackpot progressif dans un casino, un Quinté + au PMU. Par conséquent, l'impôt ludique *n'est pas un impôt punitif. C'est un impôt positif* que des millions de français sont heureux d'acquitter. En outre le joueur peut à tout moment arrêter de jouer, définitivement ou ponctuellement, se remettre à jouer en toute liberté. S'il a des problèmes de jeu, il peut se faire interdire pour trois ans, avec tacite reconduction au bout de cette période. Cela concerne 70 000 personnes en France. Les cris d'orfraie poussés en permanence par la Présidente de l'ANJ et par la doxa du jeu pathologie maladie (en conflits d'intérêts dans cette affaire) les multiples mesures liberticides et né-prohibitionnistes imposées depuis des mois par Isabelle FAULQUE PIERROTIN sont donc déplacées.
- Et il y a d'autres manières de solliciter - en respectant leur liberté - l'argent de nos citoyens (et pas seulement celui des joueurs) pour la grande cause nationale du moment : trouver des milliards pour boucler le prochain budget, réduire notre dette, rééquilibrer les comptes publics et combien d'autres grands desseins nationaux . L'exemple du livret A montre que les français répondent fortement

présent, quand leur épargne est correctement rémunérée. Et pas besoin de campagnes de communication gouvernementale coûteuses. Le bouche à oreille fonctionne . Autre exemple encore plus emblématique : les grands emprunts nationaux. L'emprunt Balladur (6% , 1993,1997) est resté célèbre. Il a séduit 1,4 million d'épargnants. L'État en attendait 40 milliards de francs, il en a récolté 110 !.

- Le sujet sociologique, acteur économique et financier, fait des arbitrages. Sans être forcément rationnel, il agit souvent *avec raison*. Il veut légitimement faire fructifier son argent. Les Français cherchent à glaner de l'argent, en plus de leur salaire, retraite ou pension. Parfois - rarement - ils boursicotent. Souvent ils épargnent et/ou ils jouent à des jeux de hasard. Forme de placement certes aléatoire, mais qui peut rapporter gros (*confer notre article : « 200 nouveaux millionnaires en 2023 grâce à la Française des jeux »*)
- En ce qui concerne l'épargne, même si les français ne fuit pas totalement les placements à risque et les crypto monnaies » (bitcoin, éther, NFT, ...) nos concitoyens ont, en 2023, privilégié une nouvelle fois massivement le livret A. Confirmant que l'acteur sociologique agit avec « raison », connaît les Fables de la Fontaine et l'adage latin : « *LUCRI BONUS EST ODOR EX RE :QUALIBET* : « *le parfum du gain est délicieux quelle que soit son origine* » Au grand dam de certains économistes, qui affirment qu'il ne faut pas épargner comme une fourmi en période d'inflation, mais se faire cigale. D'autres spécialistes, tel Denis FERRAND, prêchent dans le désert une ritournelle fallacieuse du trading, indiquant que « *les actions restent le placement affichant les meilleures performances* » Oubliant de citer ces dizaines et dizaines de société cotés (Atos, Casino, Orpéa, Plastic Omnium...) qui ont ruiné des milliers d'épargnants ces 24 derniers mois - pour ne parler que de la période récente - avec une autorité des marchés financiers (AMF) impuissante, complice d'un système où *tout est permis*, tout est organisé, pour prendre l'argent des petits porteurs (*augmentation de capital, radiation de la cote, délits d'initiés quand des gros rats quittent le navire comme par hasard juste avant la chute de l'action etc...*) même quand ils sont très patients. Résultat de ce holp up boursier machiavéliquement organisé et jamais dénoncé : à force de prendre les français boursicoteurs *pour des pigeons*, 7% seulement d'entre eux possèdent des actions, comme l'AMF le soulignait contradictoirement en novembre 2023, sans dire qu'elle était en partie responsable de cette situation

- Nos concitoyens ont en toute liberté et volontairement, déposé en 2023 le faramineux pactole de 39,91 milliards sur le livret A et le LDDS. Résultat : « *le livret A n'a jamais autant rapporté aux français* ». 15,2 milliards d'intérêts sont tombés l'année dernière dans leurs poches, plus du double qu'en 2022. La collecte du célèbre « petit livret rouge » longtemps associé à la Caisse d'Épargne et à son animal fétiche l'Écureuil - symbole de prévoyance en héraldique - a continué à croître en 2024. En mars les français ont encore « *mis de côté* » 2,44 milliards sur ces deux livrets rémunérés à 3% et 3 milliards en janvier février. Le Livret d'Épargne Populaire (LEP) a récolté 950 millions en mars, malgré une baisse de 50% imposée par le gouverneur de la banque de France : François VULLEROY DE GALHAU. Ce *très haut* personnage de l'État avec un *très haut* salaire (13) , a fait passer le taux d'intérêt du LEP de 6 à 5%.
- Néanmoins, grâce à l'esprit économe des français, qui savent se serrer la ceinture pour faire fructifier leur argent quand *le jeu en vaut la chandelle*, le magot des encours se monte désormais à 573,9 milliards, simplement pour les livrets A et LDDS. Un pactole conséquent qui pourrait alimenter une politique des jeux ambitieuse, une politique de grands emprunts nationaux. Ensemble susceptible de répondre largement à la demande de la Cour des Comptes qui estimait dernièrement qu'il fallait « économiser 50 milliards d'euros d'ici 2027 » afin de réduire la dette abyssale de la France “
- En ce qui concerne les grands emprunts nationaux cela renouerait avec ceux célèbres d'Antoine PINAY, réalisés en 1952 et 1958. A condition qu'il y ait un bon rendement, la confiance des français, un but mobilisateur. En mars 2023 l'idée d'un grand emprunt (pour soutenir l'effort militaire) lancée par le député Christophe PLASSARD, ne l'était pas. En outre ne nous mentons pas, ce qui compte avant tout pour les français susceptibles de souscrire c'est : combien ça rapporte ? L'important : que leur placement soit sans risque, sans frais, garanti par l'État, disponible à échéance et qu'il rapporte des intérêts qui tombent chaque année. Pour l'emprunt Balladur (6% , 1993,1997) le succès fut considérable. 1,4 million d'épargnants, 110 milliards de récolter. Certes à cause des déboires pour l'État de l'emprunt Giscard (1973, 7%, indexé sur l'or) « *une excellente opération pour les souscripteurs mais pas forcément pour les finances publiques* » tout doit être calculé de manière raisonnable, afin que les deux acteurs en présence (l'État emprunteur, les millions de français souscripteurs) jouent Win Win *en bon père de famille*. Et pas besoin d'un plan de communication onéreux pour vendre ce grand emprunt.

- Curieusement personne ne parle de cette solution d'un grand emprunt. Les banques y seraient elles opposées ? Depuis quelques mois quelques voix s'élèvent, mais elles sont peu nombreuses. Citons Bruno GONZALEZ sur Vera cash qui parle lui aussi d' « *un grand emprunt d'État* » qui pourrait « *capter l'épargne des français* » *Un confortable magot qui ne demande qu'à rendre service à la nation. La puissance publique et les services de l'État a largement les moyens, si elle en a la volonté politique, d'organiser rapidement une telle opération, qui profiterait à l'intérêt général et rapporterait aux français économes et patients.* »
- Pour trouver de l'argent, sans augmenter impôts & taxes, l'État Croupier pourrait également solliciter les 30 millions de joueurs à travers l'impôt ludique, dans le cadre d'une méga loterie annuelle diffusée par tous les opérateurs, en dur, en ligne. Quand nous regardons le succès populaire des méga loteries américaines fortement dotées, ou celui de la célèbre loterie de Noel en Espagne, nous imaginons ce que pourrait rapporter à l'État une loterie annuelle exceptionnelle, commercialisée par tous les opérateurs en dur et en ligne et pas seulement par la FDJ. Si elle affiche un fabuleux pactole, assurément des millions de français achèteront un billet, pas seulement les joueurs. On peut même subodorer que si ce gros lot est pharaonique, les joueurs étrangers qui jouxtent nos frontières, feront la queue pour venir jouer en France (comme cela se produit au Mexique et au Canada pour le power Ball américain)

Conclusion :

- **Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre des Finances, Messieurs et mesdames les parlementaires (députés et sénateurs) l'État cherche de l'argent, beaucoup d'argent ? Ca tombe bien les Français aussi !** Faites les jouer, épargner, participer à un Grand Emprunt National en toute liberté. Ca rapportera beaucoup plus qu'une taxation supplémentaire mesquine sur les jeux de hasard. En cherchant légitimement à améliorer leur situation financière, nos concitoyens joueurs.... et non joueurs répondront par millions et contribueront fortement à remplir les coffres de Bercy.
- Permettez-moi de *filer la métaphore ludique casinotière*. Si, comme vous ne cessez de le répéter à juste titre, les caisses de l'État sont vides et que « *Rien ne va pas* » ? Alors ne jouez pas petits bras. « *Banco* » ! « *Faites vos jeux* » avec ces propositions qui ont déjà fait leur preuve. Plutôt que de sortir en permanence *des tiroirs de Bercy* - dans le dos des Français et sur leur dos - de nouvelles taxes et

impôts. Dites aux *hommes en gris* du Ministère de l'Économie & des Finances, de plancher sur ces propositions (modalités d'applications, calculs projectifs, couts , bénéfiques.) *Le jeu en vaut la chandelle.*

- La dette publique française se montait à 3 159 milliards au 2^o trimestre 2024 selon les chiffres de l'INSEE (« S'informer sur la dette publique » 2/IO, economie.gouv.fr) La France en 2023 a payé la somme astronomique de 48,3 milliards pour rembourser les intérêts de cette dette. (*La dette des États-Unis s'élève à 34 600 milliards de \$. Le pays de l'oncle Sam rembourse chaque année 1000 milliards de \$ pour payer cette dette. Et il en remboursera 1700 en 2025. Par contre un pays à une dette égal à zéro : MACAO ! qui - comme chacun sait - est la nouvelle Mecque du jeu, depuis que cet ancien comptoir portugais a détrôné Las Vegas*)
- Par conséquence, quant à emprunter de l'argent pour remplir sa bougette, l'État ferait mieux de solliciter les français dans des grands emprunts nationaux, plutôt que de vendre sa dette aux investisseurs institutionnels, assurances, banques et spéculateurs qui sont en outre majoritairement étrangers. Quand nous observons ce que nos concitoyens ont sorti volontairement de leur portemonnaie quand le livret A a augmenté d'un petit point (passant de 2 à 3%,) nous imaginons ce que serait leur comportement avec un grand emprunt correctement rémunéré garanti par l'État.
- Comme en matière d'écologie, n'imposer pas aux français. - sans jamais les consulter - une fiscalité punitive. Nos concitoyens attendent une fiscalité originale, novatrice et positive, qui enrichisse ménages et entreprises, favorise la croissance, l'activité et pourquoi pas *les fasse un peu rêver*

Notes :

- (1) 6000 milliards : Chiffre total de l'épargne des Français d'après Vincent CHARLET , DG de la Fabrique de l'industrie dans sa tribune « Épargne : vers une nouvelle politique de l'industrie » l'industrie (les échos 14/11/2024, page 13) citons quelques exemples les encours de l'assurance vie : 1985 milliards ; ceux du cumul Livret A , LDDS : 603 milliards ; ceux du livret d'épargne populaire (LEP : 82,2 milliards)

- (2) Éditorial d' Etienne LEFEBVRE : « Les trois failles du budget 2025 » (les échos, 6/2/2025, page 1)
- (3) Dans « des propos de table » le sociologue Gilles HERREROS (centre Max Weber , Lyon 2, équipe TIPO) qui connaît bien l'Espagne nous a confirmé récemment qu'il a souvent observé ce phénomène de queue.
- (4) « ÉTATS-UNIS : UN JACKPOT DE 1,33 MILLIARD DE DOLLARS À LA LOTERIE DÉCROCHÉ DANS L'OREGON : L'incroyable jackpot de la loterie américaine Power Ball, d'un montant de près de 1,33 milliard de dollars, a été remporté samedi soir dans l'Oregon, État du nord-ouest des États-Unis. Le plus gros jackpot de l'histoire du Power Ball avait été remporté en novembre 2022 en Californie, et s'élevait à 2,4 milliards de \$ Le deuxième plus gros gain du jeu, de 1,765 milliard, avait été décroché il y a quelques mois, en octobre 2023 ». (CNEWS 07/04/2024
- (5) El Gordo, la loterie à 2,7 milliards d'euros qui rend fous les espagnols ! (23 décembre 2024 Ludovic VILAIN, Latina .fr) annexe 9)
- (6) Le lecteur lira l'ouvrage remarquable d' Élisabeth BELMAS : « Jouer autrefois : essai sur le jeu dans la France moderne, XVI°-XVIII°s. (Champ Vallon, PUF, 2006, 435 pages)et notamment les chapitres :8 : le jeu , l'argent, l'État ; 7 : l'industrie du jeu ; 9 : jeu et économie cachée. Il consultera le livre haut en couleur et fortement illustré d'affiches, de publicités, de billets de loteries : Confer le bel ouvrage de Gérard DESCOTILS & Jean Claude GUILBERT : le grand livre des loteries (L'Archipel, 1993, 157 pages)
- (7) Bougette : Petit bourse qu'on portait à la taille au moyen âge pour mettre son argent, l'ancêtre du porte-monnaie. Ce mot après un « séjour » en Angleterre nous est revenu sous la forme du vocable « budget », ce fameux « budget » qui donne beaucoup de soucis aux Ministres de l'économie successifs et aux ménages français qui sont bien obligés eux de l'équilibrer.
- (8) Sans clore le débat qui fait fureur actuellement, on peut néanmoins s'interroger pour savoir si le gouvernement en imposant « *un choc fiscal* », en augmentant impôts et taxes dans de nombreux domaines « *ne replonge pas dans la facilité* » ? comme le dit Agnès VERDIER MOLINIER dans les Échos : « *Choc fiscal : la France replonge dans la facilité : combien de points de croissance vont nous coûter ces décisions qui vont à l'encontre de notre prospérité et de la création de valeur ajoutée* » (Agnès VERDIER MOLINIER , directrice de la Fondation Ifrap « *Choc fiscal : la France replonge dans la facilité* (les échos, 2/IO, page 9).
- (9) L'expression est de Dominique SEUX dans les Échos : « Furia fiscale : des alliances baroques ont alourdi la fiscalité sur les sociétés et les ménages » (Les Échos, 21/IO/2024)

- (10) « Impôts : ce que change le budget 2025 : le texte alourdit plusieurs prélèvements sur les entreprises et les particuliers et en crée de nouveaux ; la mesure sur la TVA des entrepreneurs suscite une levée de bouclier » (Les Échos, 6/2/2024 , page 1, 2,3 , articles de Grégoire POUSSIELGUE, Hadrien VALAT, Ulysse LEGAVRE JEROME, Sébastien DUMOULIN, Sébastien DUMOULIN, Stéphane LOIGNON & l'éditorial d'Etienne LEFEVRE : « les trois failles du budget 2025 »
- (11) « Fiscalité alourdie pour les paris sportifs et le poker en ligne » (Les échos , Yann DUVERT, les échos, 6/2/2025, page I9)
- (12) Source ibid : « Fiscalité alourdie pour les paris sportifs et le poker en ligne
- (13) **Secret d'État bien gardé pendant des années - et pour cause on comprend pourquoi - le salaire du gouverneur de la banque de France a été dévoilé pour la 1^o fois en 2017 (1) = 23 600 euros par mois + une indemnité mensuelle de logement de 5.643 euros. Soit un salaire total de 29 000 euros par mois + les notes de frais. Désormais en 2024, François VULLEROY DE GALHAU perçoit 25 320 euros + 6182 euros d'indemnités de logement, soit une rémunération royale mensuelle de 31 402 plus à nouveau des notes de frais conséquentes - 50 000 euros en 2023 - frais de bouche, transport , hôtel.... Ces notes ont fait récemment polémique, ajoutant un scandale au scandale (***) Les notes de frais du gouverneur de la Banque de France en question : François Villeroy de Galhau a dépensé en 2023 plus de 50 000 euros en transports, hébergements et restaurants. (*) (LA BANQUE DE FRANCE DÉVOILE LE SALAIRE DE SON GOUVERNEUR , BFM BUSINESS , 13/3/ 2017 (**): capital 17/5/2024, solina PRAK)(***)Les notes de frais du gouverneur de la Banque de France en question : François Villeroy de Galhau a dépensé en 2023 plus de 50 000 euros en transports, hébergements et restaurants. (le monde, Adrien SENECAT, 17 mai 2024)**
- (14) JP Martignoni-Hutin « Les jeux de hasard & d'argent : un impôt démocratique dont l'État Croupier ne devrait pas avoir honte » » (14 pages, 60 notes, juin 2016) Publié sur lescasinos.org du 20 juin 2016 ; JP Martignoni-Hutin « Les jeux de hasard & d'argent : un impôt démocratique : Les loteries, casinos et jeux à gratter ont mauvaise presse. Ils permettent pourtant à l'État de se financer. Un État bien hypocrite et qui aurait tout à gagner à revoir sa politique en la matière.(les echos.fr/idees-debats/cercle du 30/12/2016)

Annexes :

Annexe 1 : El Gordo, la loterie à 2,7 milliards d'euros qui rend fous les espagnols ! (23 décembre 2024 Ludovic Vilain, Latina .fr)

C'est une tradition qui remonte à 1892. Chaque 22 décembre nos voisins espagnols espèrent tous décrocher le gros lot. Et pour cause, leur loterie de Noël met en jeu une somme folle chaque année. Et c'est même un record du monde.

Voilà un jeu qui pourrait même rendre jaloux un gagnant de l'Euro Millions. Imaginez plutôt, 2,7 milliards d'euros à empocher à la loterie nationale... C'est le gain complètement fou qui est mis en jeu chaque fin d'année chez nos voisins espagnols. Et forcément, un tel magot aiguise les envies mais surtout fascine les foules. Le jeu baptisé "El Gordo" est un vrai phénomène là-bas et ça dure depuis plus de 120 ans.

C'est donc une des traditions les plus populaires en Espagne, la loterie "El Gordo" avait lieu hier et comme chaque 22 décembre depuis 1892 elle a tenu toutes ses promesses. On a pu voir comme d'habitude à cette occasion des scènes de joie et des embrassades partout dans le pays et ce, juste après le tirage au sort qui avait lieu à Madrid. Parce que cette loterie est devenue au fil du temps un véritable phénomène social qui réunit les familles, les groupes d'amis et les collègues de travail. Le principe en effet, c'est d'acheter en commun un billet vendu 20 euros pour en cas de victoire espérer empocher le gros lot. On peut bien sûr acheter plusieurs tickets pour multiplier ses chances ou les offrir comme cadeaux de Noël à des membres de sa famille ou à des amis.

Ensuite, l'angoisse monte avant un mythique tirage au sort pendant lequel les numéros gagnants sont annoncés en chantant par des enfants d'une école de Madrid. Le tout évidemment est retransmis en direct à la télévision et les résultats font la une de tous les journaux du pays. C'est d'ailleurs dans ces médias espagnols qu'on peut voir chaque année de belles scènes d'embrassades, de cris et de joies parmi les gagnants. Parce que si la somme mise en jeu est complètement folle, le but de ce loto hors norme c'est de faire plusieurs gagnants qui peuvent ainsi se partager un très gros pactole. Et c'est ça qui fait le charme du jeu. Et si vous vous demandez comment ça marche, pas de panique on vous explique.

Au "Gordo", chaque numéro peut être acheté par 1850 personnes différentes au prix unique de 20 euros. C'est ce qu'on appelle le "décimo", le dixième en français. Ensuite, chacun de ces billets qui a une valeur potentielle de 4 millions d'euros peut permettre à un joueur de repartir avec un dixième de cette somme, soit 400 000 euros. Ce qui est déjà pas

mal me direz-vous. Et il y a au total 185 gros lots à 4 millions d'euros auxquels on ajoute une multitude de gains moins élevés. Vous suivez toujours. Au final, et c'est ça le plus important, ça donne plein de gagnants et au lieu de tous courir après une seule personne qui a touché le gros lot, en Espagne on préfère fêter l'évènement tous ensemble. Bonne idée non ?